



Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 22 mars 2009

N° 355

PRIX : 0,60 Euro



L'AFRIQUE DANS LA TOURMENTE

DE LA CRISE MONDIALE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

L'Afrique dans la tourmente de la crise.

Page 3

Tchad: Le sort des réfugiés risque de s'empirer

Page

Mali: Malgré une production excédentaire du riz, son prix est en hausse

Page 5

Mauritanie: L'esclavage n'est aboli que sur le papier

Page 6

Sénégal: Quand Wade promet...

Page 7

Soudan: Une mesure hypocrite contre Omar-El-Béchir

Page 8

Madagascar: Qui seront les bénéficiaires du nouveau régime?

ABONNEMENT
FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY CedexL'AFRIQUE DANS LA TOURMENTE
DE LA CRISE MONDIALE

Une conférence économique consacrée au thème de la croissance, a eu lieu à Dar-el-Salam (Tanzanie) au début du mois de mars. Au cours de cette conférence, le directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn a déclaré être scandalisé par l'attitude irresponsable selon lui, des dirigeants des pays riches. Il estime que ces pays ne font pas assez d'efforts pour débloquer de l'argent afin de venir en aide à l'économie des pays pauvres.

Ce monsieur est bien placé pour ne pas ignorer que le FMI dont il est directeur, fait précisément partie des organismes qui étranglent les pays pauvres à travers des remboursements des dettes. Lorsque ces pays pillés par les grandes puissances n'arrivent plus à rembourser ces dettes (et leurs intérêts) contractées par les dictateurs, les dirigeants du FMI n'hésitent pas à imposer leur diktat à travers les tristement célèbres « plans d'ajustements structurels ». Par ce biais ils exigent des dirigeants des pays pauvres qu'ils réduisent les dépenses budgétaires de l'Etat. C'est ainsi que les budgets alloués à la santé, à l'enseignement, aux services publics, se trouvent amputés. Cela se traduit entre autres par la mort pour cause de manque de soins pour des milliers de personnes chaque année rien qu'en Afrique. Le manque de nourriture, les difficultés pour accéder à l'eau potable, à l'éducation et bien d'autres fléaux découlent de l'avidité des grandes puissances dont le FMI est une création.

Selon les chiffres du FMI, 48 pays en difficulté auraient besoin de 138 milliards de dollars pour préserver leurs réserves monétaires qui même en temps « normal », sont très faibles. Une des conséquences de la crise actuelle est la diminution de la demande mondiale de matières premières. Certaines de ces matières sont d'origine végétale, tel que le coton. D'autres sont d'origine minérale tel que le fer, le cuivre, la bauxite etc. Pour de nombreux pays d'Afrique, ces matières premières constituent parfois l'unique source de revenu.

Plusieurs dirigeants de pays africains présents à cette conférence ou absents, ont fait savoir leur indignation et surtout leurs inquiétudes face à la montée inévitable des troubles sociaux et politiques qui vont découler de cette situation et auxquels ils seront confrontés. Ils vont utiliser le prétexte de la crise mondiale, si tant est qu'ils en ont besoin, pour dire à leurs peuples qu'ils ne peuvent pas augmenter les salaires des petits fonctionnaires, qu'ils ne peuvent rien contre la dégradation des hôpitaux, de l'enseignement publics, etc.

Une autre conséquence de la crise est que les travailleurs émigrés enverront moins d'argent qu'auparavant à leurs familles restées au pays

d'origine. Et cela à cause du chômage qui frappe beaucoup d'entre eux et de la diminution des revenus de tous. Pour l'économie de ces pays comme le Mali, le Sénégal et bien d'autres, cela se traduira par un manque à gagner important. Pour les familles des travailleurs émigrés cela se traduira par des difficultés supplémentaires à joindre les deux bouts.

Aujourd'hui aucun économiste n'est en mesure d'affirmer jusqu'à quel point l'économie planétaire s'enfoncera dans la crise. Tous cependant s'accordent à dire que la crise actuelle est au moins aussi grave que celle de 1929. Quand on sait que cela avait débouché sur la paralysie de l'économie, sur le chômage et la guerre mondiale, il y a de quoi

s'inquiéter quant à l'avenir que nous réserve la classe capitaliste et les dirigeants des grandes puissances.

Leur système basé sur la propriété privée des grands moyens de production, sur les profits pour quelques-uns et sur l'exploitation de millions de travailleurs des villes et des campagnes, est à bout de souffle. Il se révèle de plus en plus incapable de résoudre ses propres contradictions et les maux qu'il engendre sans cesse.

Il est indispensable que les travailleurs du monde entier se donnent les moyens de le renverser pour mettre en place un système basé sur la satisfaction des besoins de tous.

TCHAD

LE SORT DES RÉFUGIÉS RISQUE DE S'EMPIRER

Un mandat d'arrêt international a été lancé fin février par la Cour pénale de La Haye à l'encontre du dictateur soudanais Omar-El-Béchar pour "crimes contre l'humanité" dans le massacre des populations du Darfour, perpétré par les Djanjawids, milices créées, entretenues et armées par le régime de Khartoum.



Octobre 2006: camp de réfugiés de Zamzam au Darfour

En réaction, Omar-El-Béchar, qui n'a pas apprécié cette condamnation, a ordonné le 4 mars dernier, l'expulsion de 13 organisations humanitaires qui travaillaient dans les camps de réfugiés au Darfour; de plus il a exigé l'arrêt, d'ici un an, de la distribution des aides internationales dans tout le pays. Cette décision risque d'aggraver les conditions de vie déjà très précaires des réfugiés dans les camps.

En effet les organisations humanitaires de l'est du Tchad craignent un afflux des réfugiés venus du Darfour vers d'autres camps déjà surpeuplés. Un membre des organisations expulsées a déclaré à la presse : "Si les populations des camps de l'ouest du Darfour sont privées d'une aide essentielle, on ne peut pas exclure la possibilité qu'elles se déplacent dans l'est du Tchad". Quant à un réfugié, il a exprimé son inquiétude de la manière suivante: "Si vous n'avez ni vivres, ni eau, ni soins de santé, que feriez-vous ? Sans l'aide la plus essentielle, il n'y aura pas de raison de rester".

Si les conditions de vie très précaires de ces réfugiés estimés à plusieurs milliers de personnes, réparties dans 12 camps dans l'est du Tchad risquent de se détériorer avec l'expulsion de ces organisations humanitaires, dans le reste du pays, les populations déshéritées ne vivent pas mieux.

Il y a environ un mois, le gouvernement a décidé unilatéralement d'interdire l'utilisation du charbon et du bois de chauffe pour faire la cuisine afin de lutter contre la désertification. En soi c'est une bonne mesure sauf qu'en remplacement, rien n'est prévu pour les ménages pauvres. Bien sûr il y a les bouteilles de gaz mais elles sont hors de portée des petites bourses.

Comme il est interdit de couper du bois ou d'en extraire du charbon, on le fait clandestinement. Du coup les prix au marché noir s'envolent. Même

les prix des autres produits flambent. A Ndjaména, par exemple, le sac de maïs qui était de 25000 francs CFA est passé à 50000.

Contre cette situation la CST, syndicat de travailleurs qui regroupe plusieurs autres, a décidé

une journée de grève nationale. Mais à la dernière minute, cette décision a été annulée sans explication.

Devant cette situation, les travailleurs et les populations déshéritées qui constituent la majorité n'ont que cette alternative : subir ou lutter.

CÔTE D'IVOIRE

ENTRE GENS DE MÊME PLUMAGE

Lors de son dernier déplacement au Burkina, Gbagbo était fier de révéler que lorsqu'il était dans l'opposition, les dictateurs Omar Bongo du Gabon et Blaise Compaoré du Burkina, lui venaient régulièrement en aide matériellement.

C'est à croire que déjà en ces temps-là ceux-là avaient déjà reconnu Gbagbo comme l'un des

leurs. Pendant qu'ils assassinaient et emprisonnaient leurs opposants, celui-là mangeait dans la main des bourreaux !

Les discours d'un Gbagbo alors opposant ne trompaient déjà pas les vils serviteurs des intérêts impérialistes en Afrique !

MALI

MALGRÉ UNE PRODUCTION EXCÉDENTAIRE DU RIZ, SON PRIX EST EN HAUSSE

Le Mali a réalisé une bonne récolte du riz cette année, soit une hausse de 50% par rapport à la campagne 2007/2008. Selon le ministre de l'Agriculture, celle-ci « doit dépasser 1,6 million de tonnes ». Pour faire face à la flambée du prix du riz sur le marché international en 2007-2008, le gouvernement avait encouragé l'intensification de la culture du riz, notamment par l'intermédiaire de l'Office du Niger qui possède d'immenses superficies irriguées où l'on peut pratiquer cette culture presque toute l'année. Cette production dépasse aujourd'hui de 100 000 tonnes la consommation locale et place le Mali dans le rang des pays exportateurs de riz.

Mais cette bonne nouvelle ne s'est pas du tout traduite par la baisse du prix de cette denrée. Bien au contraire, son prix s'est envolé à 400 F Cfa le kilo, soit le prix qu'il atteint habituellement à l'intersaison entre avril et juin. C'est scandaleux. La cause de cette envolée est due à la spéculation orchestrée par les gros bonnets locaux avec la complicité des autorités du pays. Les grossistes et les grands distributeurs comme Bakoreh Sylla ou Modibo Keita, respectivement propriétaire des Grands Greniers du Bonheur (GGB) et de Grand

Distributeur de Céréales du Mali (GDCM) sont soupçonnés de stocker dans leurs hangars une grande partie de ce riz afin de faire monter son prix sur le marché et ramasser ainsi de gros profits. Ou bien encore ils préfèrent exporter le riz vers les pays voisins où son prix y est plus élevé. Selon les bruits qui courent à Bamako, la « première dame » du Mali, à savoir l'épouse du président, ferait également partie de ces affairistes de la commercialisation du riz.

Incapable de les contraindre à vendre le riz à un prix abordable pour la majorité des consommateurs maliens, le gouvernement a été obligé d'importer 50.000 tonnes pour lutter contre cette pénurie artificielle. Voilà donc un pays qui produit du riz en excédant et qui est contraint d'en importer pour lutter contre la spéculation. En fermant les yeux sur ceux qui s'enrichissent de la sorte en affamant le peuple, les dirigeants de ce pays montrent à quel point ils sont prêts à s'incliner devant les intérêts d'une poignée de gros capitalistes, plutôt qu'à faire valoir les intérêts du plus grand nombre.

L'autre conséquence de cette bonne récolte du riz a été l'envolée des prix des autres céréales

comme le maïs, le sorgho et le mil mais aussi des tubercules.

Cela s'explique par le fait que les paysans, qui habituellement cultivent ces denrées, ont été « encouragés » par les autorités à délaissier leurs cultures au profit du riz. Le résultat final est que le riz qui a été produit en grande quantité n'a pas per-

mis d'enrayer la flambée de son prix et a même engendré la hausse des autres produits alimentaires.

Les seuls gagnants dans cette affaire sont les capitalistes de la filière qui s'en mettent plein les poches. Telle est la loi du système capitaliste où les intérêts d'une poignée de profiteurs priment sur ceux de la grande majorité.

MAURITANIE

L'ESCLAVAGE N'EST ABOLI QUE SUR LE PAPIER

Bien qu'aboli officiellement depuis juillet 1981 et puis considéré comme « crime » depuis août 2007 et puni de dix ans d'emprisonnement, l'esclavage continue d'exister en Mauritanie. On estime à 100.000 le nombre d'esclaves dans ce pays.

Pour faire bonne figure dans les relations internationales, les dirigeants de ce pays font semblant de le combattre. Mais ce n'est que pure hypocrisie. Même lorsqu'on arrive à prouver en flagrant délit qu'un maître possède des esclaves, il s'en sort sans être puni par la justice. Tout au plus on lui demandera gentiment de relâcher son « bien ».

De temps en temps on apprend qu'un esclave a réussi à se libérer des griffes du maître grâce à l'aide des organisations comme SOS-esclavage ou El Hor. Mais cela se fait au compte-gouttes et avec beaucoup de difficultés. En cas de procès contre un esclavagiste, ces organisations n'ont même pas le droit de se porter partie civile. Leurs militants expliquent tout le mal qu'ils ont pour affronter l'obstruction systématique de la police ou du préfet lorsqu'ils sont devant un cas d'esclavage avéré.

En réalité c'est toute l'administration qui fait obstruction et cela s'explique. La plupart des hauts dirigeants de ce pays sont issus de la caste des nantis Maures qui pratique l'esclavage depuis des siècles. Ils ont la haute main sur tous les rouages économiques, politiques et administratifs du pays. Ils ne sont pas enclins à condamner leurs propres forfaits.

Nous vivons au 21^{ème} siècle mais il existe encore dans ce monde des pratiques barbares héritées des siècles passés. Le capitalisme s'accommode fort bien de certaines d'entre elles tant qu'elles ne gênent pas à l'enrichissement de la bourgeoisie. Dans le passé, cette classe, lorsqu'elle était encore une classe montante à la conquête du pouvoir, avait eu à se battre contre les vieilles pratiques de la société féodale. Mais cette bourgeoisie est devenue depuis belle lurette une classe réactionnaire qui empêche la société de progresser. Seule la classe des travailleurs, en s'organisant et en luttant contre les exploités à l'échelle mondiale pourra sortir l'humanité de la barbarie et des pratiques néfastes de toutes sortes.

SÉNÉGAL

VALSE DES POLITICIENS AUTOUR DES MARABOUTS

La campagne pour les élections locales du 22 mars a été, une fois de plus, une occasion pour les politiciens de tout bord, de venir faire des courbettes devant les marabouts afin d'augmenter leur chance de se faire élire. Il s'agit d'élire les conseillers régionaux, municipaux et ruraux. Un des enjeux est la direction des municipalités. Il y a donc à manger pour les politiciens, petits et grands. Le fils du président, Karim Wade, qui est en même temps « conseiller

personnel » de son père, est candidat pour diriger la municipalité de la capitale.

Chacun sollicite la bénédiction des marabouts. Certains de ces derniers ont accepté de faire partie d'une des listes. D'autres ont préféré se montrer neutres en se contentant d'inscrire des membres de leurs familles sur la liste des candidats. Un journaliste d'une radio privée relate l'exemple du khalife de Siwol, dans le département de Malem Hodar : « Lors

de la présidentielle de février 2007, le khalife avait menacé de chasser de son village tout électeur qui ne voterait pas pour la Coalition Sopi 2007. A l'arrivée, cette coalition obtint 98% des suffrages ». Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Il n'est donc pas difficile de comprendre la raison de cette valse autour des marabouts.

En faisant de la lèche aux marabouts, les

partis politiques profitent de la notoriété et de la puissance de ces dignitaires religieux mais ils entretiennent et renforcent en même temps leur emprise réactionnaire sur l'ensemble de la société. Ce sont ces dignitaires religieux qui sont par exemple les plus grands défenseurs du mariage forcé, de l'excision et de nombreuses autres pratiques rétrogrades. Et ce sont ces mêmes partis politiques qui parlent de « modernité » et de « progrès social » !

SÉNÉGAL

QUAND WADE PROMET...

En tournée à Ziguinchor, principale ville de Casamance, pour soutenir la liste de son parti aux élections locales, Wade a multiplié les promesses. « Je m'attaquerai à l'assainissement, nous allons construire des routes et améliorer l'éclairage public ». Il a promis de lancer un « programme spécial » pour cette ville « pour en faire un véritable bijou ». Parmi ses promesses il y a aussi la construction d'une cimenterie et la réfection du pont Emile Badiane, enjambant le fleuve Casamance.

Mais tout le monde n'est pas crédule devant les promesses non tenues dont est coutumier ce président. En tout cas, quelques heures à peine après son discours, quelques centaines d'étudiants et de lycéens munis de brassards et cartons rouges, ont manifesté pour exprimer leur mécontentement contre la politique du gouvernement en matière d'enseignement. Ils ont dénoncé l'insuffisance des locaux universitaires. En guise de réponse ils n'ont eu droit qu'à une charge des forces de l'ordre pour les disperser en usant des grenades lacrymogènes.

Il faut se rappeler que par le passé, pas si lointain, Wade avait déjà promis beaucoup de choses aux Casamançais. Mais il ne les avait pas tenues. Il avait dit, par exemple, durant la campagne de l'élection présidentielle de l'an 2000, que s'il était élu il « réglerait » le conflit casamançais « en cent jours ». Après le naufrage du bateau « Joola » il avait aussi promis qu'en quelques mois il allait le remplacer par deux bateaux. Or il a fallu attendre des années pour qu'il y ait un seul bateau qui, en plus d'être cher, ne convient pas au transport des marchandises pour désenclaver cette région. Il avait promis un pont pour traverser le fleuve Gambie afin de faciliter le transport routier entre Dakar et la Casamance et pour éviter les tracasseries et les rackets que les voyageurs subissent lors de la traversée du bac actuel. Mais les années passent et il n'y a toujours pas un début de quelque chose.

Alors s'il y a encore des naïfs qui croient aux nouvelles promesses de Wade pour transformer la ville de Ziguinchor en « bijoux », ils risquent d'être déçus.

=====

SOUDAN**UNE MESURE HYPOCRITE
CONTRE OMAR EL BÉCHIR**

Les dirigeants des puissances impérialistes ont décidé, le 4 mars, de lancer un mandat d'arrêt contre le dictateur du Soudan Omar El Béchir par l'intermédiaire de la Cour Pénale Internationale (CPI). Il est accusé de crimes contre l'humanité et de génocide contre les populations qui vivent dans la région Ouest du Soudan, au Darfour.



**5 mars 2009: Omar-El-Béchir, fustigant
le CPI devant ses partisans à Khartoum**

Ces dirigeants veulent faire pression pour que ce dictateur cède à leur diktat sinon ils lâchent leurs lous. Omar El Béchir a réagi aussitôt en menant une campagne politique auprès de la population soudanaise. Il déclare que les Etats occidentaux veulent faire la loi au Soudan. Il appelle sa population à le soutenir. Il semble que son appel ait trouvé un soutien non négligeable, même auprès de l'opposition. D'autre part Béchir a réagi en expulsant plus d'une dizaine d'organisations humanitaires qui opèrent dans les zones sinistrées. Evidemment ces populations sont prises en otage. Mais c'est le cadet des soucis des Etats impérialistes et de Khartoum.

Depuis 2003 les populations du Darfour subissent les exactions du régime d'Omar El Béchir. Certes, les dirigeants du monde impérialiste ont mis en place des troupes des Etats africains pour faire semblant d'empêcher les exactions. Et il y a eu une multitude d'organismes humanitaires pour aller au

secours des populations. Des centaines de milliers de personnes ont quitté leurs régions pour aller se réfugier dans des camps de part et d'autre de la frontière du Soudan et du Tchad. Pendant toute cette période les grandes puissances ont fait semblant de s'opposer mais ils n'ont jamais empêché El Béchir d'agir comme il le voulait.

En fait le fond du problème est qu'au Darfour on a trouvé du pétrole depuis les années soixante-dix. Du coup les Etats impérialistes veulent avoir le contrôle de la production pour favoriser leurs trusts. Mais le régime soudanais ne l'entend pas de cette oreille. Depuis quelques années il a entrepris un partenariat avec la Chine pour l'extraction de cette matière première. Béchir n'a pas voulu laisser les grandes puissances être maîtresses de l'exploitation de cette richesse. Ainsi des entreprises chinoises détiennent maintenant 40% des concessions pétrolières au Darfour. La Chine est le deuxième consommateur mondial d'énergie après les Etats-Unis. Elle mène depuis des années une quête de partenariat avec des Etats producteurs de pétrole en Afrique. Elle a signé un accord similaire avec l'Angola. Et cette situation ne plaît pas aux Etats impérialistes. Ils veulent avoir leur part du gâteau. La France ne veut pas être en reste. C'est ainsi qu'elle a essayé de jouer le rôle de conciliateur entre Khartoum et les rebellions locales au Darfour. Tout en attisant en sous-main le conflit permanent entre le Soudan et le Tchad, elle voudrait plus de coopération avec Khartoum.

Les puissances impérialistes veulent s'emparer de la richesse de ce pays et transformer Béchir en chien de garde. Bien sûr ce dictateur n'est pas innocent dans ce qui se passe au Darfour, ainsi que sur la mort des centaines de milliers de personnes dans cette région. Il mène une politique d'oppression vis-à-vis de son peuple. Avec cette mesure des Etats impérialistes, il veut passer, en particulier auprès de la population soudanaise, comme la victime. Mais tout ce que l'on peut lui souhaiter est que les travailleurs de ce pays, eux, lui règlent un jour son compte.

MADAGASCAR**QUI SERONT LES BÉNÉFICIAIRES
DU NOUVEAU POUVOIR ?**

La partie de bras de fer qui opposait depuis plusieurs mois le chef de l'Etat Marc Ravalomanana au maire d'Antananarivo Andry Rajoelina surnommé tgv, s'est terminée par la victoire de ce dernier.



Andry Rajoelina paradant dans les rues de Antananarivo, après sa victoire, en compagnie des militaires

L'armée avec le soutien de l'opposition, a imposé le départ du président au profit d'un directoire militaire. Les généraux qui composaient ce directoire ont remis ce pouvoir entre les mains de Andry tgv qui est le président auto proclamé d'une « Haute autorité de transition ». Cette instance dirigera donc les affaires du pays jusqu'à ce que de nouvelles élections soient organisées, en principe avant 24 mois. L'Assemblée Nationale et le Sénat sont dissouts ainsi que le gouvernement.

Dans les rangs des partis politiques de l'opposition, la chute du régime de Ravalomanana est perçue comme une victoire. Et cela est compréhensible car ce régime était devenu de plus en plus dictatorial. De nombreuses personnalités politiques issues des rangs de l'opposition croupissaient dans les geôles du régime. C'était le cas pour les partisans de Ratsiraka, le précédent dictateur et de nombreux membres de l'Arema, son parti. C'était aussi le cas de nombreuses personnalités et notables du Rpsd, implanté en grande partie dans la région de Mahajanga située dans l'ouest du pays.

Le nouveau régime a annoncé la libération de tous les détenus politiques. Les dirigeants de toutes ces formations ont donc fêté l'événement. Didier Ratsiraka, Maharanty Jean Didier, Ramanantsoa et

quelques autres exilés en France ont donné des réceptions pour faire savoir qu'ils sont contents et surtout qu'ils existent, des fois que les nouveaux dirigeants aient besoin de leurs services.

Dans le pays, de nombreux responsables du parti tgv (c'est aussi le nom du parti présidentiel actuel) réclament et obtiennent l'arrestation de certaines personnes trop compromises auprès du régime déchu. D'ailleurs les militaires ont arrêtés certaines grosses pointures. C'est le cas pour le Pasteur Rasendrasina, dirigeant d'une confédération protestante importante. A Tana beaucoup parlent volontiers d'alternance... en prison.

Pour l'essentiel, là s'arrêtent les changements. De toutes façons rien de fondamental ne différencie le nouveau dirigeant de son prédécesseur. Lors de son premier discours devant ses partisans sur la Place du 13 Mai il a déclaré qu'il « ferait tout son possible pour que les Malgaches sortent de la pauvreté. Je ne vais pas vendre du riz et de l'huile (son prédécesseur était à la tête d'un énorme empire agroalimentaire). Pour le bien du peuple je vais vendre Force One. » Il s'agit de l'avion présidentiel Boeing récemment acheté par son prédécesseur pour la bagatelle de 60 millions de dollars prélevés dans les caisses de l'Etat.

Au delà des partis politiques d'opposition qui comptent parmi ses alliés, il est de notoriété publique que le nouvel homme fort et son parti tgv bénéficient du soutien de nombreux industriels tel que le Groupe Ramaroson (Savonnerie Tropicale), tel que Edgar Razafindravahana du groupe Prey et bien d'autres qui se sont estimés lésés à cause de l'hégémonie du Groupe Tiko. Cette grande société était devenue intouchable du fait qu'elle était propriété du président, aujourd'hui déchu. Il avait ainsi une énorme mainmise sur l'économie du pays. Il possédait aussi la chaîne de distribution Magro, des ranchs, Tiko Air, Blue Print, Alma (BTP), etc.

La fortune personnelle de Marc Ravalomanana, aussi énorme fut-elle au regard de l'immense majorité de la population qui croupit dans une situation de misère sans cesse grandissante, n'est rien par rapport au pillage effectué par l'impérialisme

mondial à travers ses multinationales tentaculaires comme à travers ses banques, à travers sa position dans les échanges économiques mondiaux.

D'une certaine façon la crise malgache est la conséquence directe de la crise monétaire et économique qui traverse la planète et qui, de l'aveu de certains spécialistes, ne serait qu'à ses premières phases. Le renchérissement brutal de certaines denrées alimentaires dont le riz qui est la denrée de base dans la Grande île, a été la conséquence de la spéculation capitaliste internationale. L'avidité des possesseurs de capitaux, s'ajoutant à celle des classes dominantes du pays, se traduit aujourd'hui par une situation de famine dans de nombreuses régions du pays. Et ce ne sont pas les quelques phrases creuses des nouveaux dirigeants qui y changeront quelque chose.

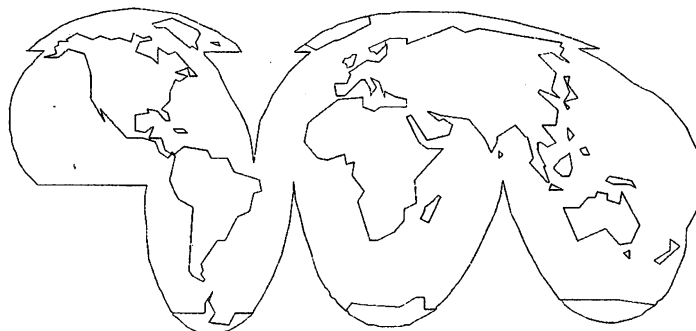
Madagascar est un pays pauvre et peu industrialisé. Cependant la ville d'Antananarivo compte des milliers de travailleurs concentrés dans de nombreux ateliers situés dans les zones industrielles qui depuis quelques années se développent à la périphérie. Du fait que ces endroits sont classés « zones franches », les industriels échappent, avec la complicité des pouvoirs publics, au peu de contraintes que le respect de la législation du travail implique. Les organisations syndicales, du fait qu'elles sont inféodées au régime, sont restées sourdes ces dernières années aux cris de colère de nombreux travailleurs. La presse actuelle fait état de certains ateliers qui ont pris feu ces dernières semaines dans la zone franche d'Ambodirano, d'Andranomena et aussi de Tanzombato. Les travailleurs de ces ateliers sont purement et simplement jetés à la porte sans aucun recours.

Il fut un temps où des intellectuels se réclamant plus ou moins des idées socialistes s'adressaient aux travailleurs, cherchaient auprès d'eux les moyens de mettre fin à cette société qu'ils n'acceptaient pas. Des organisations politiques tel que le MFM, Mpitolona ho any Fanjaka ny Madinika (les militants pour le pouvoir des petits) sont restées dans la mémoire de nombreux travailleurs vétérans. Malheureusement les dirigeants de ce groupe étaient plus nationalistes que socialistes. Ils ont fini par tourner le dos aux travailleurs pour entrer dans l'Arema le parti de Ratsiraka, à un moment où celui-ci avait adopté une politique un peu radicale, so-disant anti-impérialiste.

Aujourd'hui le poids des travailleurs dans l'économie est supérieur à ce qu'il l'a été dans le passé et leur combativité est loin d'être émoussée. La plupart d'entre eux ne se font pas grande illusion sur Andry tgv et son parti. D'ailleurs à aucun moment celui-ci ne s'est adressé à eux. Il avait certes fait preuve d'un besoin de soutien des travailleurs en tant que « masse populaire ». Mais même pour cela c'est à leurs employeurs qu'il avait lancé quelques appels pour qu'ils ferment leurs entreprises et incitent leurs salariés à s'embarquer dans les véhicules affrétés pour les conduire à la Place du 13 mai. Ce ne fut pas un succès.

Il faut espérer que les événements actuels donnent aux travailleurs le goût de se faire entendre en tant que tels et à des intellectuels qui n'acceptent pas cette situation, de trouver en eux la force susceptible d'incarner le changement pour tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.